

niveau national, régional et international. L'adoption d'une telle politique publique aura pour objectif d'identifier les voies possibles d'amélioration globale de la SSA et de proposer des solutions réalistes, adaptées aux contraintes auxquelles font face les consommateurs, les acteurs économiques et les autorités compétentes chargées de la gouvernance du système de contrôle des aliments.

Du fait de l'absence d'une telle politique, les thématiques comme l'inspection, les normes, la certification, l'évaluation des risques sanitaires, le rôle des laboratoires, les produits vétérinaires, les pesticides, etc., se retrouvent prises en compte par plusieurs politiques sectorielles et transversales telles que le plan national de développement (2021-2025), la politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (PONADEPA 2022-2026), la politique nationale multisectorielle de nutrition (2016-2020), la nouvelle politique industrielle (2012) et la stratégie ivoirienne de normalisation (2021-2025).

Les missions relatives à la Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) sont partagées par sept ministères: agriculture, élevage et pêche, industrie, santé, environnement et intérieur, ce qui complique la mise en œuvre effective de la politique de SSA et rend difficile toute coordination entre ces ministères¹⁹.

Plusieurs études réalisées par l'Union européenne, l'OMS²⁰, la FAO, la BM et l'AFD²¹, l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA) et la Convention internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) ont révélé la nécessité pour la Côte d'Ivoire de se doter (i) d'une politique nationale coordonnée de sécurité sanitaire des aliments, et (ii) d'un organe d'évaluation et de gestion des risques. Dans ce domaine, l'Union européenne est déjà un moteur très important de réformes et d'actions notamment à la faveur des liens commerciaux, renforcés grâce aux Accords de Partenariat Economique et de Pêche Durable entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne, sur les filières agricoles et des produits de la pêche. La place de l'Union européenne sur ce sujet est connue et reconnue et la puissance de son système normatif et de contrôle fait référence pour la Côte d'Ivoire qui ambitionne de faire progresser son propre système sur la base de ce qu'elle considère comme un standard.

L'Union européenne a confié au COLEAD²² la mise en œuvre du programme de coopération « Fit For Market » : Renforcement des systèmes sanitaires et phytosanitaires dans le secteur horticole ACP (FFM SPS)». Ce programme vise à garantir que les fournisseurs issus des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), y compris les petits producteurs, maintiennent leur part de marché en se conformant aux exigences réglementaires et commerciales de l'UE. Dans le cadre des appuis aux pays d'Afrique de l'Ouest, le COLEAD appuie entre autres (i) la filière mangue de la Côte d'Ivoire, afin de traiter en amont les maladies et de pouvoir se conformer à la Limite Maximale de Résidus (LMR) européenne, et (ii) les filières noix de cajou et légumes. Par ailleurs, dans le cadre du Programme Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (WACOMP) financé par l'Union européenne (UE) au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement, le volet national du programme porte sur des appuis aux chaînes de valeur ivoiriennes « fruits tropicaux » et « noix de cajou », à l'infrastructure qualité et le renforcement des capacités des ivoiriens à travers des sessions de formation à la méthode HACCP et la norme ISO 22000 (sécurité des aliments).

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire, les questions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires (« SPS ») sont un volet important pour les deux parties. L'action proposée permettra de renforcer les capacités ivoiriennes et d'améliorer ainsi la mise en œuvre de l'Accord.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse du système sylvicole

La croissance démographique et la croissance économique exercent une pression énorme sur les ressources naturelles en Côte d'Ivoire, et notamment sur les forêts. Cette pression est exacerbée par les effets du changement

¹⁹ Ces difficultés sont constatées dans le cas de l'Agence Ivoirienne de la Sécurité Sanitaire des Aliments où les parties prenantes montrent de profondes divergences sur l'ancrage institutionnel et les missions de l'agence.

²⁰ Plan d'Actions National de Sécurité Sanitaire des Aliments (PANSSA) couvrant la période quinquennale 2011-2015 élaboré en 2010

²¹ Le projet d'Appui à la construction d'un Système National de Contrôle de la Sécurité Sanitaire des Aliments (FADCI-SSA) mis en œuvre en 2016 dans le cadre du Programme des Filières Agricoles Durables de Côte d'Ivoire (FADCI)

²² Comité de Liaison Entrepreneuriat – Agriculture – Développement.